



DOSSIER DE PRESSE

www.accueil-petite-enfance.fr



Accueil de la petite enfance : **Premier temps du droit à l'éducation** Les acteurs de l'économie sociale se mobilisent

14 juin 2010



Introduction

Le monde de la petite enfance est bousculé par certaines initiatives récentes prises par les pouvoirs publics qui risquent, à terme, d'impacter la qualité d'accueil des enfants, et de faire émerger un accueil collectif à deux vitesses.

La publication du décret du 7 juin 2010 réformant la réglementation de l'accueil collectif des jeunes enfants en est un exemple : il abroge ainsi au 1er janvier 2012 les expérimentations dans le secteur ! Quelle cohérence avec la volonté des pouvoirs publics de développer et diversifier les modes d'accueil de la petite enfance ?

Les associations, depuis de nombreuses années, à leur mesure, y contribuent activement.

Soucieuses de **favoriser l'accès à l'éducation de tous les enfants, en étroite collaboration avec leurs parents**, et dans la diversité de leurs besoins et des ressources des territoires, elles imaginent des modalités d'accueil innovantes qui tiennent compte du cadre légal et des contraintes financières.

Aujourd'hui, pour témoigner de leur force d'initiatives et permettre l'essaimage de ces expériences, les acteurs de l'économie sociale, rassemblés au sein de l'Uniopss, créent un site internet dédié : **www.accueil-petite-enfance.fr**

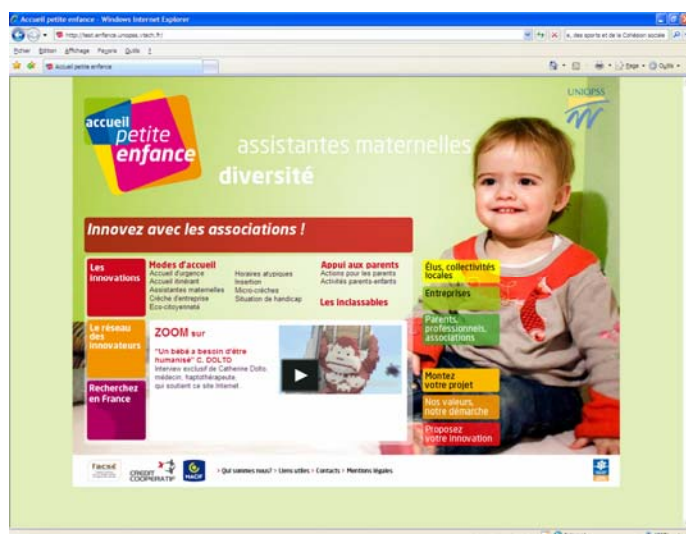
Visuel de couverture © Stéphane Lavoué

Sommaire

www.accueil-petite-enfance.fr :	
Innovez avec des acteurs de l'économie sociale	p. 4
“Un bébé a besoin d'être humanisé”	
Interview de Catherine Dolto	p. 6
Modes d'accueil :	
Garder ou éduquer les jeunes enfants ?	p. 12
Annexes	p. 16
- Outil Cnar d'aide à la gestion des micro-crèches	
- Synthèse de l'atelier congrès Petite enfance – Janvier 2010	
- Bibliographie	

www.accueil-petite-enfance.fr

Innovez avec des acteurs de l'économie sociale



L'Uniopss lance un site internet spécifique à la petite enfance sur les **actions associatives innovantes**. Portant sur les **modes d'accueil** du jeune enfant et l'**appui aux parents**, les réalisations des acteurs de l'économie sociale demeurent souvent confidentielles et ne sont connues qu'au plan local. Leur richesse, leur diversité et leur capacité d'initiative restent ignorées.

www.accueil-petite-enfance.fr a pour ambition de mieux faire connaître aux élus locaux et conseils généraux, aux entreprises, aux professionnels

et aux parents, plus de cinquante actions, recensées dans toute la France et impulsées par des acteurs de l'économie sociale. Le site facilitera ainsi leur essaimage.

Au-delà, le site s'adresse à toute personne qui souhaiterait créer un mode d'accueil ou monter une action relative à la parentalité.

Interactif, dynamique, il veut mettre en relation les porteurs de projets avec des réseaux associatifs, moteurs de l'innovation en France.

Innovation, vous avez dit innovation ?

Parmi les innovations présentées : des accueils atypiques, des accueils relais, des lieux permettant de concilier recherche d'emploi et accueil du jeune enfant, ou s'adaptant aux besoins particuliers des parents (travail en décalé, de nuit) et des enfants (enfants en situation de handicap, etc.).

Modes d'accueil :

- Accueil d'urgence
- Accueil itinérant
- Assistantes maternelles
- Crèche d'entreprise
- Eco-citoyenneté
- Horaires atypiques
- Insertion
- Micro-crèches
- Situation de handicap

Appui aux parents :

- Actions pour les parents
- Activités parents-enfants

Nous sommes des innovateurs de l'économie sociale et solidaire

Rassemblés au sein de l'Uniopss et de ses délégations régionales, nous représentons les têtes de réseaux associatifs et mutualistes nationaux, ainsi que de nombreuses associations locales.

Nous avons pour **dénominateurs communs l'intérêt supérieur de l'enfant et la non-lucrativité**. Organisés en réseaux de proximité, nous mutualisons nos compétences et nos ressources juridiques et techniques.

De l'expérimentation à la gestion de services ou de structures, la diversité de nos initiatives témoigne d'un savoir-faire créatif et technique.

Notre capacité à décrypter les besoins et à prendre en compte les ressources des parents, nous permet d'imaginer des réponses adaptées, quelles que soient :

- la situation des territoires (zones rurales, centres villes ou quartiers périphériques) ;
- la pluralité des publics (familles migrantes, travailleurs saisonniers, ...) ;
- l'évolution de la société (temps partiel, travail de nuit...) ou les réalités locales (habitat, éloignement du lieu de travail, moyens des collectivités locales, ...).

Dans un contexte d'évolution constante, la capacité d'innovation est une nécessité que nous revendiquons !

Plus que de simples prestataires de services, nous sommes des partenaires...



“ Un bébé a besoin d’être humanisé ”

Interview de **Catherine Dolto**,
médecin, haptothérapeute



Uniopss - Dans le contexte actuel d'ébullition du monde de la petite enfance, quels sont les points de vigilance sur lesquels vous souhaiteriez attirer l'attention des politiques comme des professionnels et des parents?

Catherine Dolto - Il est difficile de ne donner que quelques points car c'est tout un ensemble qui fait qu'un enfant se construit d'une manière solide, en s'enracinant dans de la sécurité ou de l'insécurité. Cela a des effets au long cours pour lui et pour toute la société dans laquelle il va s'insérer. J'aimerais alerter les politiques sur ce qui est entrain de se mettre en place peu à peu autour de la toute petite enfance et de l'enfance, de mon

point de vue de thérapeute, cela est extrêmement dangereux pour les individus, comme pour le corps social... On commence à en voir les symptômes et ce n'est que le début ! Je suis extrêmement inquiète. La plupart des professionnels partagent ces inquiétudes. Qu'est ce que nos sociétés sont en train de faire par rapport à l'accueil des individus, en maternité, dans les lieux de la petite enfance et à l'école ?

Concernant les professionnels, dont je fais partie, **je suis étreinte par l'atmosphère de destruction des métiers de santé, d'éducation, et d'enseignement.** On détruit des réseaux de connaissances et de compétences. Je ne pensais pas, de mon vivant, voir un tel retournement. En plus, je pense à tous les gens sur le terrain qui travaillent dans les crèches, les services de pédiatrie et de pédopsychiatrie, en obstétrique. Tous sont pris dans des contradictions épouvantables : ils sont mis en situation d'être parfois in-éthiques, de ne plus former un tissu. **Aucun humain tout seul ne peut bien s'occuper des autres.** Demander à des gens de faire l'impossible, c'est les mettre dans la rage, dans l'impuissance, et dans le désespoir : c'est en faire de mauvais professionnels ou de grands dépressifs. Actuellement dans les crèches, en cas d'absence, ça fait 8, voire 10 enfants pour un professionnel, ce qui est une folie pour qui connaît les enfants. Déjà une personne pour 5 tous petits, ce n'est pas assez. On est loin du compte et on voudrait qu'il y en ait plus ?

U. - Parlez-nous de ces bébés pour lesquels les parents ont besoin de modes d'accueil, pourquoi des précautions sont-elles nécessaires lorsqu'ils sont séparés de leurs parents ?

C.D. - Les bébés, qui donnent l'impression de s'exprimer relativement peu pour quelqu'un qui n'est pas formé à leur écoute et à leur observation, sont extrêmement attentifs. Même tout petits : dès la vie prénatale, l'enfant, encore dans l'utérus de sa mère, cherche le contact, mémorise, guette tout ce qui fait signe, et se fige quand il a peur. Et **il va garder des traces de ses peurs prénatales et des peurs contemporaines de la naissance.** Tous les professionnels le savent.

Le nouveau-né qui arrive n'est pas une cire vierge ; il est déjà imprégné de ce qu'il a vécu. Nous connaissons l'influence du milieu sur le génome, c'est à dire sur les données génétiques que l'enfant a reçues de ses parents quand ils se sont rencontrés. Ce génome se constitue dans un dialogue incessant avec l'environnement, au sens le plus large du terme. Ce que vit une femme enceinte influence le développement de l'enfant in utero ; c'est avec

ce passé qu'il arrive au monde.

L'enfant a besoin de repères. L'être humain est structuré par sa vie affective et façonné par ses peurs. La peur est la grande affaire des humains. Prendre en charge un enfant, c'est lui apprendre le mode d'emploi de sa peur. **Ce qui rassure un tout petit, c'est ce qui fait repères entre son monde d'avant et son monde d'après** : quand il y a un changement de personne pour s'occuper de lui, il est essentiel que les médiations soient faites, introduise la nouvelle personne. Il peut alors nouer un bon lien et passer de l'un à l'autre, en ayant un sentiment de sécurité. **Si un enfant a besoin de sécurité affective, il a également besoin de sens.** Sous prétexte qu'un bébé ne parle pas, on croit qu'il ne comprend pas, alors que l'intelligence est là, déjà développée, même chez les tout-petits. Il lui manque l'expérience et l'expression parlée. C'est pourquoi, les bébés ne doivent pas être déposés comme des paquets, sans qu'on leur ait expliqué ce qui leur arrivait.

U. - Vous dites souvent « qu'un bébé a besoin d'être humanisé ». Pouvez-vous développer votre pensée ?

C.D. - L'enfant est une source autonome de désir et le sujet de son histoire. La société au sens large, la famille et le groupe d'humains dans lequel la famille s'insère, influence son devenir. Or, **la représentation qu'il se fait du monde qui l'accueille sera déterminante dans la façon dont lui va pouvoir prendre sa place comme citoyen.** Quand on connaît l'énorme intelligence des tout-petits, on est étreint de voir l'état dans lequel sont la plupart des adultes actuellement. C'est comme si on avait une mine de diamants, et qu'à la fin, on se retrouve avec un énorme tas de charbon...

Quand on voit que les jeunes commencent à rendre à la société quelque chose de violent, il faut se demander pourquoi. **Les gens ne naissent ni bons ni méchants.** Dans chaque être humain qui naît, **il y a, potentiellement, le pire comme le meilleur.** Le jeu de la vie, c'est d'arriver à mourir en ayant filtré le maximum de grumeaux du pire, pour sélectionner le meilleur. **L'éducation, en s'adressant à l'intelligence et au meilleur en chaque enfant, va lui permettre de développer le meilleur.** Si vous maltraitez la sensibilité de l'enfant, il se ratatine et ce n'est pas le meilleur qui se développe. L'enfant emmagasine plein de petites maltraitances, où il est méprisé comme sujet, où ses besoins les plus minimes sont niés et refusés, où il n'est pas respecté. Et, un jour, dès qu'il a un peu de forces, et qu'il a la capacité de prendre sa place, il l'a prend souvent sur un mode destructeur. Et **il nous renvoie ce qu'on lui a fait vivre.** On entend partout parler de l'agression des jeunes, de leur violence. Ce n'est pas les jeunes qui sont mauvais ; ils nous renvoient une image...

U. - Dans le cadre de la diversification des modes d'accueil souhaitée par le gouvernement, quels sont, pour vous, les fondamentaux d'un accueil de qualité ?

C.D. - Je suis très emballée par l'idée de diversifier des modes d'accueil. Les situations sont tellement complexes et singulières que d'avoir des modes d'accueil multiples, c'est idéal. Après, qu'est ce qu'on met dedans ?

Un mode d'accueil doit convenir le plus possible non seulement à l'enfant, mais aussi à ses parents. En effet, entre le nourrisson et sa mère, c'est de l'indémaillable, un échange, un tricotage incessant. Pour un professionnel, ce n'est pas toujours facile de voir ce qui vient de l'enfant, ce qui vient de la mère. Quand on dit la mère, c'est le binôme père et mère ; à partir de ce binôme, ils créent un lien avec l'enfant. Ce sont toujours des systèmes complexes. Car l'être humain est un être complexe...

Pour les parents, le recours à un mode de garde ne doit pas les mettre dans l'héroïsme pour leur vie quotidienne. Il est important qu'il y ait une connivence bienveillante entre le parent qui confie son enfant, et les professionnels qui l'accueillent. Ce n'est pas facile de confier son tout-petit. **Il faut que les parents puissent avoir confiance.** Du point de vue de l'enfant, il faut que cela se passe bien entre les adultes et que ses

parents soient respectés ; c'est un pré-requis. L'enfant, comme s'il avait des grandes antennes, entend, sent tout. Et, il faut l'accueillir en tant que sujet, se présenter à lui.

U. - Comment recevez-vous la proposition que l'Uniopss a porté, notamment au moment de la discussion sur la transposition de la directive européenne "Services" de faire de la petite enfance le premier temps du droit à l'éducation et donc une mission d'intérêt général ?

C.D. - Dit comme cela, c'est formidable. On dit qu'on va faire des modes de garde multiples. Formidable. On nous dit la petite enfance est un enjeu premier pour la société : on se réjouit. Tout comme les jardins d'éveils, entre la crèche et l'école maternelle, il y a comme un trou, donc génial. On attend ça depuis longtemps. Et puis, après, on voit de quoi il s'agit. Les décisions se prennent sans tenir aucun compte des savoirs accumulés. Plus grave, **les valeurs de commerce ont remplacé les valeurs d'humanité**. Les progrès techniques, qui sont formidables, ont été pervertis par leur usage commercial.

Une société qui veut que tout soit rentable, y compris la santé et l'éducation, est une société qui prépare la barbarie. On fabrique la barbarie en traitant les humains comme les autres mammifères, sans prendre en compte leur quête de paroles, de sens, d'amour, etc. **Notre erreur, c'est de croire qu'il suffit d'être né d'un homme et d'une femme, pour se développer comme un humain.** Ce n'est pas vrai. Autrefois, dans toutes les cultures, il y avait des rituels d'accueil du nouveau-né, pour l'inscrire dans sa communauté, pour lui signifier : « tu es un humain qui fait partie de telle famille, de telle ethnie, de tel clan, avec des interdits, des droits, et des devoirs mutuels ». Ces rituels avaient leur valeur d'humanisation. Aujourd'hui, on fait comme si être humain allait de soi ! Comment un nouveau-né peut-il intégrer les valeurs d'humanité alors qu'on le plonge dans un monde où tout est commercial et où les rapports sont pervertis par l'argent, la rentabilité ?

Une société qui ne veut pas mettre d'argent sur l'humanisation, c'est à dire la dignité de l'enfant, de ses parents, le respect de son intelligence, le souci de ces valeurs d'humanité, prépare la violence pour l'avenir.

U. - L'Uniopss s'apprête à lancer un site Internet pour valoriser la créativité des associations en matière d'accueil de la petite enfance et d'appui aux parents. Que pensez-vous que les associations puissent apporter en matière d'innovation dans ce domaine ?

C.D. - Enormément car je pense qu'il y a un vide. Ce sont les bonnes volontés des humains, fédérées entre elles, qui doivent maintenant remplir ce vide. **Dans tous les domaines actuellement, notre seul espoir est dans les associations.** Vraiment.

Parce que l'on a l'impression que le reste est géré comme un régime soviéto-libéral. A la fois, on a les avatars d'un système totalitaire qui dit : « il faut penser comme ça, il faut soigner comme ça, je ne veux voir qu'une tête » et, en même temps, on prône les valeurs libérales : « battez-vous, gagnez de l'argent, soyez plus forts ». On est pris dans des contradictions folles.

Je pense avec émotion à tous les professionnels de santé et de petite enfance.

Les associations sont menées par des gens qui ont une passion pour quelque chose. Dans la plupart des cas dans la petite enfance, il n'y a pas grand chose à gagner. Il y a un désir de faire évoluer, le souci du vivre ensemble. C'est le seul contrepoids à la « légifération bureaucratique » qui a l'air de s'aggraver avec l'Europe.

Il n'y a pas d'autre alternative que de se regrouper, de s'entraider, de s'appuyer les uns sur les autres. Je trouve très important d'échanger des connaissances, pas des points de vue et des avis.

Quand on se promène partout, en France, en Europe ou dans le monde entier, on voit une richesse de la vie associative, des initiatives des uns des autres. Partout, il suffit d'un ou deux humains passionnés, engagés, pour faire changer la vie de milliers d'autres. Heureusement que l'on a cela, sinon ce serait triste.

Ce qui nous fait tous tenir au quotidien, c'est que cela marche. Il suffit qu'un enfant se sente entendu, compris, que les parents se sentent reconnus dans leur dignité, et pas jugés, pas catégorisés, pour que des choses magnifiques se passent. On voit des ornières qui se transforment en sillons, des enfants qui retrouvent leur intelligence, des familles qui renouent. Et il ne faut pas grand chose pour que les situations se retournent. Les enfants, et les humains, sont des athlètes de l'amour : vous leur donnez une toute petite prise et ils se hissent dessus. Dans l'ensemble les humains préfèrent se sentir bons, intelligents et généreux, que négatifs, agressifs et misérables. La vie associative le montre ; il y a des tas de choses extraordinaires qui se passent : des groupes humains qui se régénèrent complètement. C'est là-dessus qu'il faut fonder notre espoir.

U. - Comment concevez-vous l'appui aux parents pour qu'ils trouvent les bonnes postures pour aider leurs enfants à entrer dans le monde d'aujourd'hui ?

C.D. - La première chose, c'est que chacun reste à sa place. Les parents sont des parents, les enfants sont des enfants. Ce que l'on a oublié et beaucoup dévoyé dans le message des psychanalystes, notamment de Françoise Dolto, c'est qu'ils en appellent à la responsabilité, à l'éthique de l'enfant, parce qu'ainsi on le fait grandir. Alors que si on le culpabilise, il n'écoute rien et il se renferme. A partir de cette affirmation, beaucoup ont déculpabilisé sans responsabiliser. Responsabiliser, ça passe par sanctionner aussi, et donner des limites.

Plus un enfant est intelligent et sensible, plus il a besoin d'être contenu. Mais contenir, ce n'est pas dresser comme un animal. C'est tout le temps appeler à réfléchir sur les raisons, motivations, conséquences de ses actes, et comment on va être éventuellement sanctionner. Les parents sont souvent eux-mêmes affectivement immatures et ont besoin d'être reconnus, aimés par leurs enfants. On a opéré une confusion en disant que parents et enfants sont dans des rapports d'égalité. Or, l'égalité de valeurs ne veut pas dire symétrie. On a mis tout le monde dans des rapports de symétrie, comme si le désir de l'enfant faisait loi. Face à ce désir, des parents s'inclinent pour ne pas frustrer. Ce sont des tangentes éducatives dangereuses et délétères. Ce n'est pas rassurant pour un enfant de ne pas être contenu, c'est au contraire angoissant d'être trop puissant dans sa famille, d'avoir trop de pouvoir sur ses parents. Et comme les enfants sont beaucoup plus intelligents qu'on le croit, ils saisissent très bien les failles des parents, du couple. Ils s'y enfoncent, ont envie d'obtenir ce qu'ils veulent. L'enfant est un petit jouisseur comme beaucoup d'adultes, et je ne vois pas pourquoi on demanderait à l'enfant d'avoir plus de volonté qu'un adulte...

On promet le bonheur grâce à la consommation, et ce, dès le plus jeune âge. Les adultes ont peur d'être trop responsables de leurs enfants, d'être trop durs, de ne pas être aimés.

Dans l'éducation libérale, c'est l'abandon qu'il faut voir. **Par peur de les frustrer, on les a abandonnés à eux-mêmes.** Quand on est parent, il faut accepter quelquefois de ne pas être aimé, et au total, on est beaucoup plus aimés. Etre parent, c'est savoir dire non. Après, il y a la façon de le faire, sans jouissance sadique de ce qu'on interdit, sans rapport de rivalité avec l'enfant, l'autre parent ou les grands-parents. Si les parents ne sont pas capables de dire à un enfant : « ce n'est pas possible, parce que c'est interdit ou éthiquement interdit dans notre société », ils abandonnent l'enfant à l'orage pulsionnel qu'il traverse : « je veux, je veux, je veux ».

Actuellement, la floraison des systèmes d'appui à la parentalité prouve qu'il y a un manque. En moins de 100 ans, tout ce qui structurait la société de manière souterraine a disparu, et on n'a pas pris garde qu'il fallait le remplacer par autre chose. Les gens sont très isolés. Les familles, pas seulement monoparentales, sont seules et les nombreux discours des psys et des pédagogues n'arrangent pas les choses. Au final, les parents se sentent incapables, « déparentalisés ». C'est terrible car au quotidien, ce sont eux qui sont présents sur la durée. J'aurai envie de dire deux choses qui peuvent paraître contradictoires :

- il faut que les parents se fassent confiance, les professionnels ne sont pas tous plus pertinents qu'eux ;

- et en même temps, les parents peuvent avoir besoin de se référer de temps en temps à des professionnels. Car, face à un problème, d'une part, ils manquent de distance car ils sont collés à leur difficulté et, d'autre part, ils ne peuvent pas contextualiser, car il leur manque parfois des connaissances ou de l'expérience.

U. - Depuis quelques années, des tentatives réitérées de "formatage des comportements des tout-petits" sont à l'œuvre à travers une multitude de référentiels, rapports, ou dispositions législatives. Comment réagissez-vous à cette volonté de normer le développement du très jeune enfant? Qu'évoquent pour vous les travaux sur les troubles du comportement de l'enfant ?

C.D. - Je trouve cela alarmant. Trois choses me frappent :

- la singularité de chaque enfant ;
- sa porosité au milieu extérieur, qui fait que, quelquefois, un enfant dysfonctionne en écho à son entourage ;
- le fait que le développement d'un enfant n'est pas linéaire.

Dans son évolution, il acquiert des choses et, tout d'un coup, il régresse ou stagne. Soit il y a une explication extérieure, soit c'est simplement une « digestion de progrès » qui prépare un nouveau progrès. On voit vite s'il y a une raison de s'inquiéter ou pas. L'évolution se fait par phases, par strates. Certains enfants ont l'air de stagner ; ils préparent en fait une avancée fantastique.

Si on s'en tient au comportement, on passe forcément à côté de l'essentiel et on stigmatise. Le fait que les enfants soient « en devenir » nécessite qu'on les observe sur la durée. Par ailleurs, les adultes ont aussi parfois des comportements étranges. Quelquefois, il faut y accorder beaucoup d'importance, quelquefois pas du tout.

Un comportement est toujours une affaire de contexte. On traite les humains comme des petits mammifères, qui ne seraient pas les plus sensibles de tous les mammifères au contexte qui les entoure, et qui agissent en fonction de cela. C'est une simplification dangereuse. Pourquoi ? **Quand on nie la puissance d'une intelligence, la force d'une dynamique, un jour ou l'autre ça peut se retourner.** La puissance créative, la puissance de désir, et les tout-petits sont des bombes atomiques de désir et de puissance, c'est comme toutes les forces, cela peut se tourner dans un sens ou dans un autre. Si on ne canalise pas les forces de l'être humain, certains s'autodétruisent ou deviennent destructeurs pour le groupe. A notre époque, on est en train de balayer toutes les connaissances acquises et accumulées depuis des siècles sur la complexité des humains, on voudrait nier la spécificité du mammifère humain. Si on continue, on aura des troupeaux de mammifères consommateurs : avec cette sauvagerie qui n'est pas loin chez les humains...

Modes d'accueil : Garder ou éduquer les jeunes enfants ?

Face à des besoins importants, un gros effort financier reste à fournir pour proposer aux familles des modes d'accueil diversifiés, traduisant dans les faits un droit à l'éducation des jeunes enfants, dont la politique actuelle paraît s'éloigner.

Développer l'accueil des jeunes enfants pour permettre à leurs parents de concilier vie familiale et vie professionnelle est l'une des priorités du gouvernement, face à l'importance des besoins non satisfaits. Si la mise en place d'un droit opposable n'est plus d'actualité, le monde de la petite enfance est actuellement en pleine ébullition. Sous couvert d'augmenter le nombre de places, le gouvernement et le Parlement opèrent une petite révolution, qui remet en cause les acquis de ce secteur. Si la nécessité de développer l'offre fait consensus, les modalités de cette augmentation suscitent colère, lassitude, et vives inquiétudes chez les professionnels de la petite enfance.

De quel état des lieux disposons-nous ? Quels sont les objectifs de la politique petite enfance ? Qui pilote cette politique et avec quels moyens ?

La réalité des besoins oscille, d'après les estimations, entre 300 000 et 550 000 places (en accueil individuel et collectif), voire 655 000, si l'on ne tient pas compte de la garde par les grands-parents, pour une population totale de 2 323 589 enfants de moins de 3 ans. En effet, si 62% des moins de 3 ans ont des parents qui travaillent (soit 1,4 million d'enfants) et si 80% des femmes de 25 à 49 ans travaillent, 64% des enfants sont d'abord gardés par leurs parents. Ces données paradoxales s'expliquent en partie par le temps partiel, les horaires atypiques, le travail des deux parents et le travail à domicile, qui permet de concilier vie familiale et vie professionnelle.

L'enfant est-il gardé par choix ou par nécessité ?

Mais les parents gardent-ils leurs enfants par choix ou par nécessité ? Cette question délicate porte sur la liberté, pour les parents, le plus souvent la mère, de continuer ou d'arrêter de travailler, lors de la naissance d'un enfant, notamment pour les femmes les moins diplômées, en particulier dans un contexte de crise économique. Ainsi, si « *60% des bénéficiaires du congé parental déclarent s'arrêter de travailler par choix* », 40% (soit un besoin d'accueil supplémentaire de 155 000 places) « *auraient préféré continuer à travailler* ». Ce congé parental « subi » est du à des conditions de travail trop contraignantes pour permettre de concilier les temps, ou à l'absence de solution de garde de proximité pour l'enfant. Une réflexion a d'ailleurs été menée par le Haut Conseil à la Famille pour faire évoluer ce congé parental¹. Ajoutons que la scolarisation des 2-3 ans est en chute libre depuis quelques années : leur taux de scolarisation en 2008 est revenu à celui des années 1970, soit 18% des enfants de 2 ans alors qu'il était monté à plus de 35 % dans les années 2000. Corollaire, le nombre de moins de 3 ans à accueillir s'est accru d'autant.

Une évaluation fine des besoins réels suppose donc de s'interroger sur ce que serait le choix des familles, si la complémentarité était plus fluide entre la possibilité de prendre un congé parental, celle d'avoir accès à un mode d'accueil collectif ou familial puis d'entrer à l'école maternelle. C'est cet ensemble de paramètres qui fait dire à Hélène Périvier, de l'OFCE, qu'environ 1,55 million d'enfants auraient besoin d'une place d'accueil !

Au regard de ces besoins, **l'offre disponible** représentait 342 728 places d'accueil², fin 2008, en accueil collectif (281 648 places) ou familial (61 080 places), avec une grande inégalité de répartition selon les territoires.

¹ Avis sur le complément libre choix d'activité et l'accueil des jeunes enfants, Haut conseil de la Famille, 11 février 2010.

² L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans, Dress, Etudes et résultats, N°715, février 2010.

La petite enfance, premier temps du droit à l'éducation³

En France, la politique familiale affichée est une politique publique volontariste, qui tend à favoriser le développement et l'éducation de l'enfant (protection de sa santé au sens global, éveil, socialisation, etc.) et la réduction des inégalités liées au contexte familial ; à favoriser l'égalité hommes/femmes ; à contribuer à l'emploi et à la lutte contre la pauvreté, en facilitant l'accès au travail des femmes ; à encourager la natalité ; à accompagner les parents.

Dans la continuité du Comité des droits de l'enfant de Genève, l'Uniopss défend l'idée que *l'accueil de la petite enfance constitue la première composante du droit à l'éducation*. En effet, l'éducation des plus jeunes ne se limite pas à l'école, elle commence par leur accueil et leur accompagnement dans la découverte du monde, aux côtés de leurs parents, dans le respect de leur sécurité affective. Il ne s'agit pas de promouvoir un service public de la petite enfance mais de reconnaître que son accueil constitue une mission d'intérêt général. Dans cette dynamique, l'Uniopss propose d'introduire un article définissant le droit à l'éducation pour les 0-6 ans, qui serait ainsi rédigé⁴ : *« Le droit à l'éducation est garanti à chaque enfant de 0 à 6 ans, afin de lui permettre de développer ses potentialités et d'épanouir sa personnalité, de favoriser son éveil, sa socialisation, son insertion dans la vie scolaire et sociale et d'exercer, à sa mesure, sa citoyenneté [...]. Il contribue à l'égalité des chances en offrant à tous les enfants, dès leur plus jeune âge, un environnement riche et diversifié où chacun puisera ce dont il a besoin pour grandir. (...) L'accueil de la petite enfance [...] concerne tous les enfants de 0 à 6 ans. Dans le respect des choix des titulaires de l'autorité parentale, l'accès à un mode d'accueil est favorisé pour tous les enfants. Il ne peut être opéré de distinction à raison notamment de leur origine, sociale, culturelle ou géographique, de leur handicap (...) »*.

Aujourd'hui, en dépit des préconisations de l'ONU, la France semble à un tournant de sa politique petite enfance, par la libéralisation à l'œuvre et la déstructuration de ce qui avait été patiemment construit, ce qui contredit les objectifs affichés.

Des réponses qui fragilisent les acteurs

Le gouvernement cherche de manière récurrente à assouplir les normes de fonctionnement des structures, dont le taux de professionnels par groupe d'enfants, afin d'augmenter les capacités d'accueil de celles qui existent ou d'ouvrir plus facilement de nouvelles places. Cette politique inquiète professionnels et associations. Il a en outre décidé de maintenir dans le champ de la directive « services » les établissements d'accueil de la petite enfance⁵. A contrario, nombre d'acteurs comme l'AMF, l'Unccas, le réseau des acteurs de l'économie sociale que réunit l'Uniopss, estiment que le secteur de la petite enfance doit rester exclu de la directive, en tant que service social d'intérêt général destiné à des usagers vulnérables, les enfants. Il doit rester soumis, au nom de l'intérêt des enfants, à un cadre de protection, imposant des contraintes légales. A défaut, *celles-ci risquent, à terme, d'être remises en cause par le jeu du marché, pour qui toute règle fait obstacle à la concurrence*, et ce secteur ne pourrait plus assumer sa mission d'éducation, de lutte contre les exclusions. L'Uniopss reste mobilisée pour la prochaine étape : avec l'Unccas, elle invite les eurodéputés à obtenir l'évaluation et l'harmonisation de l'application de la directive au plan européen.

Afin d'accroître l'offre, le gouvernement veut, de nouveau, modifier le décret qui régit l'accueil en EAJE, déjà modifié en 2007. Le texte, qui a donné lieu à une concertation avortée, devrait être publié prochainement. Deux points suscitent une forte opposition : le ratio des personnels encadrants dits « non-qualifiés », porté de 50 à 60% ; *et la hausse du taux d'accueil en surnombre, porté de 10 à 20% , en fonction de la capacité de la structure*, mais sous réserve que le taux d'encadrement soit respecté et que les conditions d'accueil garantissent la santé et la sécurité des enfants. Dans ce contexte, la colère des

³ La petite enfance, 1^{er} temps du droit à l'éducation : un investissement pour l'avenir, restitution de l'atelier du 30^{ème} Congrès de l'Uniopss, in Union Sociale, n°235, mars 2010, en annexe.

⁴ Amendements Uniopss relative à la proposition de loi n° 2224 avril 2010 portant création des maisons d'assistants maternels.

⁵ Cf. courrier adressé aux élus et relayé par le réseau Uniopss-Uniopss, en novembre 2009. Voir sur www.uniopss.asso.fr

professionnels a abouti à la création du collectif « *Pas de bébé à la consigne* ». Regroupant une trentaine d'organisations (professionnels, gestionnaires et syndicats), il sollicite le retrait pur et simple du projet de décret et a dénoncé la proposition de loi sur les maisons d'assistants maternels. Il a appelé à plusieurs journées de grève massivement suivies.

La crèche familiale emploie des assistantes maternelles agréées qui accueillent à leur domicile de un à quatre enfants, mais sont accompagnées par une directrice et une éducatrice de jeunes enfants. Au quotidien, l'enfant est accueilli par l'assistante de façon individualisée. Mais plusieurs fois par semaine, dans les locaux de la crèche, des temps de rencontre sont proposés aux assistantes et des temps d'éveil en groupe aux enfants. Un accueil chez une collègue est proposé en cas d'absence. Malgré ces atouts, le nombre de places en crèche familiale diminue ; peu de candidates se présentent, détournées de ce type de service par l'écart de salaire entre assistantes en crèche familiale et assistantes en libéral et par l'existence d'un règlement de fonctionnement qui en rebute certaines. Par ailleurs, le coût pour le gestionnaire est sensiblement plus élevé qu'en crèche classique, en raison de l'amplitude horaire réalisée (dont une part payée en heures supplémentaires) par les assistantes, qui s'adaptent plus facilement aux horaires de travail spécifiques des parents.

Jardins d'éveil, maisons d'assistantes maternelles

Les associations, fer de lance de l'innovation dans ce secteur (www.accueil-petite-enfance.fr), observent avec inquiétude l'émergence de nouvelles modalités d'accueil.

En avril 2009, le gouvernement a lancé l'expérimentation d'un nouveau mode d'accueil, les jardins d'éveils, destinés aux enfants de 2 à 4 ans. L'Uniopss et l'Acepp ont tenté de limiter les velléités d'assouplissement des normes. Pour autant, le jardin d'éveil retient un encadrement qui peut varier, à la discrétion du porteur de projet, de 1 adulte pour 8 enfants (règle en accueil collectif) à 1 pour 12. De plus, alors que l'accueil des 2/4 ans requiert un personnel qualifié pour répondre à la grande avidité d'exploration motrice et de découvertes intellectuelles et sensorielles de cet âge, aucune qualification des personnels n'est demandée ! Enfin, alors que l'école maternelle est gratuite (hors accueil périscolaire et repas de midi), les jardins d'éveil sont payants pour les familles, excluant les plus modestes.

Suite à la création des regroupements d'assistantes maternelles par la LFSS 2009, quelques sénateurs ont déposé fin 2009 une proposition de loi pour créer des maisons d'assistants maternels, annonçant la généralisation des regroupements. Le texte permet à 4 assistantes d'accueillir ensemble jusqu'à 16 enfants, dans un local hors de leur domicile. Les assistantes, placées sous le contrôle de la PMI, sont payées en direct par les parents. Ces derniers autorisent leur assistante à déléguer temporairement la garde à leurs collègues, ce à titre gratuit. En outre, la convention tripartite entre Caf, Conseil général et Assistantes maternels ne serait plus obligatoire. Sur ce point, la Cnaf, mais également l'Unaf et l'ADF ont vivement réagi. Le texte devrait être définitivement adopté dans les prochaines semaines. Or, ce mode d'accueil collectif déguisé n'est soumis à aucune des normes du décret (sécurité matérielle, soins, éducation). De plus, ce dispositif séduisant car moins coûteux, pourrait, à terme, fragiliser et réduire l'offre au lieu de l'accroître, du fait du possible retrait des communes des modes d'accueil classiques.

Un plan métiers petite enfance qui patine

En complément, le plan Espoir Banlieues, lancé début 2009, comportait un volet visant à développer l'accueil de la petite enfance dans les quartiers sensibles. Un cahier des charges avait été finalisé dans l'urgence, afin de créer à terme 1 500 places d'accueil. Plus de 300 projets sont remontés, en majorité portés par des associations, qui auraient permis d'ouvrir près de 3 000 places d'accueil collectif. Or depuis plus d'un an, aucun de ces projets ne s'est concrétisé, faute d'arbitrage entre ministères pour le financement de ce nombre de places, plus important que prévu. Au final, nombre de projets ne verront sans doute pas le jour.

Face à la pénurie de personnel, avait été présenté fin 2008 un plan « *métiers de la petite enfance* », qui prévoyait de former 60 000 personnes supplémentaires d'ici 2012, avec une triple ambition : valoriser les professions de la petite enfance pour attirer de nouvelles vocations ; augmenter l'offre de formation via la VAE, l'apprentissage, la formation continue et la formation initiale ; promouvoir les carrières des métiers de la petite enfance et du

médico-social, en identifiant les passerelles possibles entre les deux secteurs. Mais à ce jour, ce dispositif n'a guère eu d'effet, notamment par manque de moyens. Les acteurs de la petite enfance ont relancé le gouvernement en octobre 2009, en vain. Or il y a urgence : les compétences des professionnelles (puéricultrice, EJE,...) qui interviennent auprès des enfants, ne correspondent plus aux nouvelles modalités de fonctionnement des structures. Les directrices puéricultrices ou éducatrices doivent être d'abord des gestionnaires et des managers d'équipe, avant de faire profiter enfants et parents de leurs compétences médicales ou éducatives. Et la formation des personnels moins qualifiés, de plus en plus nombreux, est un impératif !

Au final, si on veut répondre aux besoins d'accueil, une réforme ambitieuse et coûteuse doit être envisagée : la dépense annuelle supplémentaire est estimée à 5,1 milliards d'€, soit 0,3 point de PIB. Au total, la France dépenserait 1 point de PIB pour accompagner les moins de 3 ans (congés parentaux + accueil externe). Elle pourrait ainsi faire de l'accueil des jeunes enfants la première étape de leur éducation, c'est à dire de leur introduction au monde et de leur humanisation.

Karine Métayer
Conseillère technique - Uniopss

ANNEXES

Outil Cnar d'aide à la gestion des micro-crèches

Dans le cadre de l'évolution du décret du 1^{er} août 2000 sur les EAJE, un nouveau type d'établissement d'accueil de la petite enfance a été créé en 2007 : la micro-crèche. Lancé à titre expérimental, ce dispositif a rencontré un vif succès : son rythme de création est rapide (190 micro crèches au 1^{er} janvier 2010, 300 prévus à horizon 2012) ; il va permettre le développement de nouvelles places d'accueil, notamment en zone rurale, mais aussi en ville, car il est adapté aux horaires atypiques. Ce mode d'accueil devrait également avoir un impact sur la création d'emplois (4 équivalents temps plein par structure en moyenne).

Pour accompagner les porteurs de projets associatifs dans la création de structures, un outil d'aide à la gestion des micro-crèches a été élaboré dans une dynamique partenariale, impliquant le Cnar Social Médico-social et Santé (Uniopss), le Cnar Financement (France Active), certains membres de la commission petite enfance de l'Uniopss constitués en groupe de travail (Acepp, Familles Rurales, Una, Admr, Ccmsa), ceci en lien avec la branche Famille de la Sécurité sociale (Cnaf et Caf).

La démarche d'élaboration de cet outil part du projet de la structure, qui oriente le budget prévisionnel. Cet outil est destiné à des structures privées non lucratives. Il a pour objectif de soutenir les associations qui portent un projet de création de micro-crèche, sur les plans économiques et financiers, en les aidant à construire leur budget prévisionnel selon différentes hypothèses et en facilitant leur dialogue avec les partenaires financiers.

Il est construit à partir de documents de présentation normalisés :

- budget prévisionnel,
- plan de financement de démarrage,
- plan de trésorerie,
- indicateurs types.

L'outil en question a été testé par les membres du groupe de travail, des Uriopss, des fonds territoriaux France Active et des Caf. Un plan de diffusion et d'accompagnement est en cours. Il sera en effet accompagné d'une formation destinée aux accompagnateurs et aux porteurs de projets qui souhaiteraient l'utiliser.

*Pour plus d'informations :
consultez le site de l'Uniopss www.uniopss.asso.fr,
rubrique : accompagnement.*



La Petite Enfance, premier temps de l'éducation : un investissement pour l'avenir

Pour les acteurs de l'économie sociale, l'accueil de la petite enfance, première étape de l'éducation, est un investissement pour l'avenir. L'objet de ce forum était de continuer d'élucider tous les enjeux et les freins d'une politique d'accueil de la petite enfance plus équitable et plus égalitaire.

Le temps de la petite enfance est une période clé dans la construction de chaque individu. Comment permettre à tous les enfants de bénéficier de conditions favorables à leur développement, en particulier de modes d'accueil en nombre suffisant et de qualité ? Comment faire évoluer la situation actuelle, quels sont les freins à l'œuvre et les leviers possibles ? Telles étaient les questions posées par cet atelier, auxquelles Hélène Périvier, économiste à l'OFCE et Marie-Thérèse Letablier, directeur de recherche au CNRS, ont apporté leurs éclairages.

L'incomplétude du petit enfant explique sa fragilité, rappelle, en introduction, Christine Attali-Marot, présidente de la commission ad hoc de l'Uniopss. C'est dès les premiers temps de sa vie que l'enfant développe les potentialités dont il est porteur dès la naissance en puisant dans ses relations et son environnement ce dont il a besoin pour grandir et s'humaniser. Chaque enfant dès son plus jeune âge est un citoyen en devenir ; héritier du monde que les adultes que nous sommes, lui transmet-

trons, il devra, à son tour, en être un acteur et chercher à le transformer. Se préoccuper de lui, c'est avoir le souci d'assurer l'avenir de la société !

Aujourd'hui, la préoccupation du devenir du très jeune enfant est sortie de la sphère strictement privée pour faire l'objet de politiques familiales, sociales voire éducatives et culturelles. Son accueil pendant que ses parents travaillent fait même l'objet d'une politique publique volontariste promue au rang de priorité nationale : d'ici 2012, l'Etat s'est engagé à créer 200.000 nouvelles places d'accueil sur tout le territoire.

Mais cette politique suppose des financements importants et nécessite de préciser quels en sont les enjeux économiques - coût de l'accueil, mais, en regard bénéficie d'un accès à l'emploi des mères - et en termes de lutte contre la pauvreté des familles et d'augmentation du PIB ; ainsi que les enjeux éducatifs et sociaux de réduction des inégalités liées au contexte de vie des familles. Il importe aussi de clarifier de qui relève cette responsabilité de l'édu-

cation des très jeunes enfants, citoyens de demain : de l'État ? du Marché ? de la société civile ? en laissant quelle place et quel rôle aux parents... ?

Fortes de leur expérience ancienne et de leur engagement dans l'accueil des très jeunes enfants, les associations soutiennent que la petite enfance doit être considérée comme le premier temps du droit à l'éducation. Les études internationales montrent que des modes d'accueil de qualité favorisent la socialisation des jeunes enfants, augmentent l'égalité des chances entre enfants et facilitent l'accès à l'emploi des mères, donc la réduction de la pauvreté des familles. Elles montrent que l'égalité des sexes et l'emploi des femmes ne doivent pas faire passer au second plan les besoins de l'enfant et qu'il faut développer l'offre d'accueil mais aussi travailler sur sa qualité. Au-delà de l'accessibilité en terme de coûts, d'amplitudes horaires, de souplesse, de répartition territoriale, la qualité passe par la professionnalité des emplois du secteur tant en terme de qualification, de formation continue, que de taux d'encadrement.



© Michel Le Moine

La qualité, c'est notamment s'adapter aux horaires atypiques des mères, comme le fait Boutchou Services, ci-dessus.

A propos des écoles maternelles

Les écoles maternelles sont une spécificité française, qui place le pays en tête de l'accueil des 3 à 6 ans au niveau européen. Mais leur devenir suscite aujourd'hui bien des interrogations, en particulier sur la scolarisation des 2-3 ans, dont le taux a fortement chuté depuis 2001 pour revenir à celui de 1970, soit 18% de la classe d'âge, malgré une forte hausse du nombre d'enfants par classe... La scolarité avant 6 ans n'étant pas obligatoire, l'accueil des 3-6 ans ne semble pas faire partie des priorités de l'Education nationale, qui ne développe pas le nombre de places nécessaires ! En corollaire, le nombre d'enfants de moins de 3 ans à accueillir est d'autant plus grand....

Modes de régulation et gouvernance

Les formes de régulation deviennent plus gestionnaires (recherche de la performance économique), de nouveaux

Comparatif entre les systèmes européens de prise en compte de la petite enfance

Pays nordiques : l'égalité hommes-femmes est un principe. Les besoins des enfants sont envisagés de manière universelle, quel que soit le niveau de vie des parents. Jusqu'aux 18 mois de l'enfant, les mères bénéficient d'un congé parental rémunéré. Ensuite, les enfants sont systématiquement accueillis en structure collective. Les parents ne peuvent pas sortir de ce système mis en place pour tous les citoyens.

Pays anglo-saxons : c'est le marché qui gère le système de garde d'enfants. Les aides publiques sont très sélectives, seules les familles en grande pauvreté en bénéficient.

Système français : depuis les années 90, l'orientation est axée sur le développement du libre choix d'un mode de garde, associé à une politique familiale généreuse. Dans les faits, les besoins en mode d'accueil jusqu'à 3 ans ne sont pas couverts. Le libre choix d'activité/inactivité pour la mère reste un mythe. Un seul choix s'impose en général qui dépend du revenu, du lieu d'habitation (en milieu rural, par exemple, les modes d'accueil sont plus éloignés, moins

nombreux...), de la composante familiale. Le système actuel encourage, de fait, les mères peu qualifiées à arrêter de travailler ou à demander un temps partiel. Il n'incite pas les pères à s'investir dans la sphère familiale renforce les inégalités entre les sexes et entre les enfants et maintient un secteur peu professionnalisé ; la tendance des réformes en cours est de réduire le nombre et la qualification des professionnels encadrant les enfants dans les modes d'accueil. Actuellement, 40% des enfants bénéficient d'un mode d'accueil hors du milieu familial, 50% sont gardés par des mères inactives, les 10% restant sont accueillis par des relais familiaux (grand-parents...) ou des modes de garde informels (nourrice non agréée, solution de voisinage...). Environ 1 million d'enfants bénéficient d'un mode de garde. Les besoins estimés concernent 1,55 million d'enfants. Il manque donc au moins 500 000 places d'accueil, 655 000 si l'on tient compte des enfants gardés par les grands-parents. Le pilotage des fonds publics et la gouvernance sur les territoires demeurent problématiques et nécessitent une refonte du système.

acteurs, notamment lucratifs, investissent le secteur et les collectivités locales généralisent le recours à la commande publique (appels à projets, délégations de service public...).

Si la gouvernance publique reste importante (l'État via les Caf, les départements et les communes), le partenariat s'amplifie avec les acteurs privés, qu'ils soient non lucratifs ou marchands... Les modes de régulation se complexifient et le choix entre service public et marché privé n'est pas arrêté. Dans ce paysage brouillé et non régulé, les parents sont renvoyés à eux-mêmes pour le choix d'un mode d'accueil, chacun se détermine sur ce « marché » en fonction de

ses connaissances, de ses revenus, des ressources locales, tout cela dans une grande opacité.

Le modèle non lucratif de solidarité en subit fortement les conséquences et de nombreuses tensions apparaissent : concurrence entre acteurs, diversité des situations locales, disparités sociales et territoriales d'accès aux services. Les logiques gestionnaires s'opposent aux logiques de proximité et de coopération. Les conditions de la qualité sont fortement interrogées faisant apparaître que la notion de service dans le secteur de la petite enfance ne peut être réduite à sa seule dimension économique. Cela dit, des coopérations, voir des >>>



Pour l'Uniopss, il faut investir massivement dans les modes d'accueil, ce qui est réaliste, économiquement !

Quelques références bibliographiques

- Daune-Richard AM, Letablier MT. (dir.) « Concilier travail et famille : l'engagement des entreprises dans la prise en charge des enfants (Allemagne, France, Italie et RU) », Dossier d'études CNAF 120, septembre 2009.
- Daune-Richard AM, Odena S., Petrella F. « L'engagement des entreprises dans l'accueil des jeunes enfants. De nombreux enjeux et des partenariats public-privé complexes », Recherches et prévisions 92, 2008 pp 61-72.
- Eme B., Fraisse L. « La gouvernance locale de la diversification des modes d'accueil : un nouvel enjeu de cohésion sociale », Recherches et prévisions 80, 2005, pp 11-27.
- Fraisse L., Lhuillier V., Petrella F. « L'accueil des jeunes enfants en Europe : vers des formes de gouvernance multilatérale et intégrée? », Revue française de socio-économie n°2 2007, pp 141-60.
- Meda D., Perivier H., « Le 2ème âge de l'émancipation. La société, les femmes et l'emploi », Seuil 2007, 112 p.
- Milewski F., Périvier H., « Travail des femmes et inégalités », Editions Presses de Sciences Po - Revue de l'OFCE n° 90 - 2004, 495 p.
- Périvier H., Milewski F. « Femmes au bord de la crise économique », Clair&net@ofce, OFCE - 5 mars 2009

>>> regroupements, entre acteurs de l'économie sociale deviennent nécessaires ; seule la mutualisation des ressources permettant d'atteindre une taille critique rendant possible le positionnement sur le marché face à un secteur marchand.

Pistes de réformes

« Du mythe du libre choix (de travailler ou pas, du type d'accueil...) à l'équilibre des choix en mettant l'enfant au cœur d'une refonte des modes d'accueil »

- Partir des droits fondamentaux de l'individu dès sa naissance : reconnaître le droit de chaque enfant, quelle que soit son origine sociale, son lieu de résidence, qu'il soit handicapé ou non..., à bénéficier d'un accueil adapté, stable et de qualité mais aussi à passer du temps avec ses parents et à faire l'expérience de la socialisation hors du milieu familial à un âge adapté.
- Permettre aux parents de passer du temps avec leur petit enfant, en encourageant les pères à le faire et en donnant la possibilité aux mères, notamment peu qualifiées, qui souhaitent retravailler après le congé maternité, de concilier

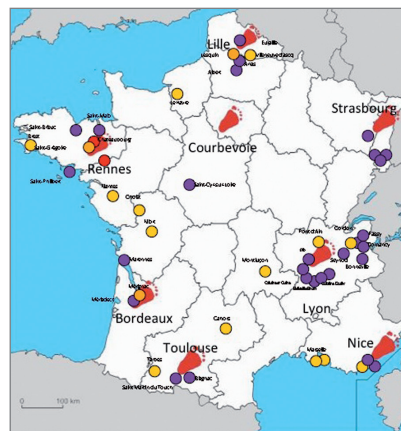
une activité professionnelle et du temps passé auprès de leur enfant.

Pour cela,

- Investir massivement dans les modes d'accueil et créer un congé jeune enfant en refondant le congé parental, ce qui représente une dépense de l'ordre de 5 milliards d'€ par an. Il s'agit d'une réforme coûteuse (0,3 point de PIB) mais c'est un investissement rentable qui permettrait d'accroître la population active de 1,6% (les 500 000 mères inactives), donc d'augmenter le PIB et de réduire la part consacrée aux dépenses de protection sociale.
- Mettre en place une meilleure articulation entre congé parental (jusqu'à 9 mois ou un an, mode d'accueil (jusqu'à 2 ou 3 ans) et école maternelle, au-delà. Les risques pour les familles d'une modification du congé parental, en l'absence d'une augmentation des places d'accueil, sont soulignés.
- Revoir la place des divers acteurs et mettre en place un vrai pilotage du dispositif par une autorité désignée.
- Renforcer la qualification du personnel.

Soit « un investissement social pour une société plus juste » et non une charge pour la société ! ■

Anne-Louise Blettry
Christine Attali-Marot



Légende

- Bureaux régionaux
- Crèches ouvertes
- Crèches en cours d'ouverture

Le lucratif se développe : ici la carte des implantations réalisées ou en cours en 2010 du Groupe Babylou, « spécialiste de la conception et de la gestion de crèches d'entreprises ».

Bibliographie

Éléments de contexte

Actualités législatives et réglementaires

UNIOPSS, **Projet de maisons d'assistants maternels : Attention danger ?**, Communiqué de presse du 08 avril 2010 - Fiche n°55011 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

UNIOPSS, **Décret relatif aux établissements d'accueil collectif du jeune enfant : courrier interassociatif à Mme Morano**, octobre 2009 – Fiche n°52092 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

HAUT CONSEIL DE LA FAMILLE, **Présentation générale des dispositifs en faveur des familles**, octobre 2009 - Document disponible à l'adresse : www.hcf-famille.fr

UNIOPSS, **Chapitre 10 « Enfance, Jeunesse Familles »**, Document de rentrée sociale 2009-2010, *Union Sociale*, Hors-série n° 230, septembre 2009

METAYER Karine, **Regroupement d'assistants maternels hors du domicile : lettre-circulaire du 29 juillet 2009 et guide Cnaf**, Uniopss, note d'information du 29 juillet 2009 - Fiche n°51468 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

CIORA Claire, **Appel à candidature lancé par la Cnaf pour la création expérimentales de jardins d'éveil**, Uniopss, juin 2009 – Fiche n°50020 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

Familles : éducation, communication

Pour les 2-7 ans :

DOLTO Catherine, FAURE-POIREE Colline, **"Dans tous les sens", "Les mensonges", "Polis, pas polis", "Raconte-moi une histoire", "Le dico des tout-petits", "Raconte-moi ma naissance", "Des amis de toutes les couleurs", "Bouder", "Jaloux pas jaloux", "La télévision", etc.** - Collection Dr Catherine Dolto / Mine de rien - Giboulées

DOLTO Françoise, DOLTO Catherine, **Paroles pour adolescents ou Le complexe du homard**, Gallimard-Jeunesse, Éd. rev. et augm, 22 mai 2003

[DVD] DOLTO Catherine, **L'haptonomie périnatale**, Gallimard/CNRS, 27 avril 2007

L'enfant dans la société

Groupe d'organisation Etats générEUX pour l'enfance, **Cahier de doléances des Etats générEUX pour l'enfance**, mai 2010 - Document disponible à l'adresse : <http://etatsgenereuxpourlenfance.blogspot.com/>

« **Dispositifs éducatifs : quand l'Etat empiète sur les collectivités** », *Gazette des communes*, n°1994, 31 août 2009

MEDA Dominique, **L'Etat-Prévoyant : quelles origines, quelles significations ?**, Fondation Jean-Jaurès, mars 2009 - Document disponible à l'adresse : http://www.jean-jaures.org/NL/340/Etat_prevoyant.pdf

GOSTA ESPING Andersen, **Trois leçons sur l'Etat-providence**, Les éditions du Seuil, collection République des idées, février 2008

Enfants turbulents : l'enfer est-il pavé de bonnes préventions ?, Actes du 2^{ème} colloque Pasde0deconduite du 10 novembre 2007, ÉRÈS, 2008

Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans, ÉRÈS, juin 2006

Accueil du jeune enfant : entre quantité et qualité

Livre Blanc Petite Enfance - "Accueillir, accompagner les jeunes enfants, un projet de société...", Collectif régional 59-62 « Qualité d'accueil pour tous », janvier 2010 - Fiche n°54586 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

« **Petite enfance quel accueil ?** », *L'école des parents*, n°580, septembre-octobre 2009.

GIAMPINO Sylviane, VIDAL Catherine, **Nos enfants sous haute surveillance. Evaluations, dépistages, médicaments...**, Albin Michel, septembre 2009

CADART Marie-Laure, « **L'utopie des parents à leur accueil à la crèche... Les bébés s'y retrouvent** », In : RASSE Miriam, VAMOS Julianna, *Accueillir un bébé à la crèche*, ERES, août 2009

JUILHARD Jean-Marc, **Accueil des jeunes enfants en milieu rural : développer une offre innovante**, Rapport d'information du Sénat n°545, juillet 2009 - Document disponible sur : www.senat.fr

DREES, « **Comment les parents s'arrangent pour garder les enfants en cas d'impossibilité** », *Etudes et résultats*, n° 694, juin 2009 - Document disponible sur : www.sante.gouv.fr

« **Petite enfance : des solutions inventives pour diversifier l'accueil** », *Gazette des Communes*, 27 avril 2009

VOISIN Joëlle, **Développement de la garde d'enfants**, IGAS, mars 2009
Document disponible sur : www.ladocumentationfrancaise.fr

DREES, « **L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2007** », *Etudes et résultats*, n°681, février 2009
Document disponible à l'adresse : www.sante.gouv.fr

DREES, « **Modes de garde des enfants de moins de 6 ans en 2007** », *Etudes et résultats*, n°678, février 2009 - Document disponible sur : www.sante.gouv.fr

Ouvrage coll., **Accueillir**, ÉRÈS, 2^e ed, 2009

« **Les modes d'accueil des jeunes enfants** », *Actualités sociales hebdomadaires*, supplément au n°2574, 26 septembre 2008

TABAROT Michèle, **Rapport sur le développement de l'offre d'accueil de la petite enfance**, juillet 2008 - Document disponible sur : www.ladocumentationfrancaise.fr

CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE, « **Droit d'accueil du jeune enfant : une double exigence qualitative et quantitative** », *Note de veille*, n°107, juillet 2008 - Document disponible sur : www.strategie.gouv.fr

CADART Marie-Laure, **Les crèches dans un réseau de prévention précoce**, ÉRÈS, collection « Mille et un bébés », 2008

GIAMPINO Sylviane (ss dir), **A l'écoute des bébés et de ceux qui les entourent**, ÉRÈS, décembre 2006

Problématiques associatives

LAFORE Robert (ss dir), **Faire société. Les associations de solidarité par temps de crise**, Dunod/Uniopss, 2010

UNIOPISS, **JURI'GUIDE Associations et collectivités publiques - Contrat - Partenariat**, Juris Editions, novembre 2009

« **Comment conforter la viabilité économique et financière des micro-crèches - Un outil d'aide au montage du budget et du plan de financement** », *La Lettre du CNAR social*, novembre 2009

CNAR SOCIAL, **L'ouverture de la Convention Collective des centres sociaux du 04 juin 1983 aux structures « petite enfance »**, Fiche technique/fiche pédagogique, 23 septembre 2009 – Fiche n°51408 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

« **De l'intérêt d'accompagner les associations de la petite enfance !** », *La Lettre du CNAR social*, juillet 2009

CNAR SOCIAL, **L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans**, Fiche technique/fiche pédagogique, 8 juillet 2009 – Fiche n°51032 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

CNAR SOCIAL, **Le droit opposable à un mode de garde : quel impact pour les associations et l'accueil de la petite enfance ?**, Fiche technique/fiche pédagogique, 6 juillet 2009 – Fiche n°51035 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

CNAR SOCIAL, **Les microcrèches**, Fiche technique/fiche pédagogique, 6 juillet 2009 – Fiche n°51039 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

CNAR SOCIAL, **Le regroupement d'assistantes maternelles**, Fiche technique/fiche pédagogique, 6 juillet 2009 – Fiche n°51037 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

[article joint à ce dossier] DUPUY Philippe, « **L'accueil de la petite enfance et la commande publique** », *Union sociale*, n°224, février 2009

Document coll., **Réalisez vos projets petite enfance avec les acteurs de l'économie sociale**, novembre 2008 – Fiche n°47344 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

RESEAU UNIOPISS-UNIOPISS, **Quelle place pour les associations dans l'accueil des jeunes enfants et de leurs parents? (Dossier documentaire du Congrès de l'Uniopss 2007)**, 2007 – Fiche n°50544 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

CADART Marie-Laure, **Des parents dans les crèches, utopie ou réalité ? Accueillir la diversité des enfants et des familles dans le réseau des crèches parentales**, ÉRÈS, juin 2006

Conciliation des temps des parents

OFCE, **Femmes au bord de la crise économique**, mars 2009 - Document disponible sur : www.ofce.sciences-po.fr

DAUNE-RICHARD Anne-Marie, LETABLIER Marie-Thérèse, « **Concilier travail et famille : l'engagement des entreprises dans la prise en charge des enfants (Allemagne - France - Italie et Royaume-Uni)** », *Dossiers d'études CNAF*, 2009 - Document disponible sur : www.caf.fr

ROY Delphine, MAURIN Eric, **Recherche sur l'effet de l'obtention d'une place en crèche sur le retour à l'emploi des mères et leur perception du développement de leurs enfants**, CEPREMAP, mai 2008 - Document disponible sur : www.ceprenap.ens.fr

MEDA Dominique, **Le temps des femmes : pour un nouveau partage des rôles**, Flammarion, 2008

GIAMPINO Sylviane, **Les mères qui travaillent sont-elles coupables ?**, Albin-Michel, 2000

CNAF, « **Conciliation travail-famille : du côté des entreprises** », *Recherches et prévisions*, n°92, 2008

EYDOUX Anne, LETABLIER Marie-Thérèse, « **Flexibilité du temps de travail : Challenges et opportunités pour la prise en charge de la petite enfance en France** », In : LE BIHAN-YOUIYOU Blanche, MARTIN Claude (ss dir), *Concilier vie familiale et vie professionnelle en Europe*, Presses de l'EHESP, 2008

LETABLIER Marie-Thérèse, « **Concilier responsabilités professionnelles et familiales : les effets de la flexibilisation des temps de travail en France** », *Santé, Société, Solidarité*, n° 2, 2006

MILEWSKI Françoise, PERIVIER Hélène, « **Travail des femmes et inégalités** », *Revue de l'OFCE*, n°90, 2004

Enjeux économiques

[en attente de parution au Journal Officiel] **Projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2010**, Articles 46 à 46 ter

HAUT CONSEIL DE LA FAMILLE, **Les aides apportées aux familles qui ont un enfant de moins de trois ans**, décembre 2009 - Document disponible sur : www.hcf-famille.fr

CENTRE D'ANALYSE STRATEGIQUE, « **Accueil de la petite enfance : comment continuer à assurer son développement dans le contexte actuel des finances sociales ?** », *Note de veille*, n°157, novembre 2009 - Document disponible sur : www.strategie.gouv.fr

METAYER Karine, **La Convention d'objectifs et de gestion [COG] entre l'Etat et la Cnaf 2009-2012**, Uniopss, note d'information, 27 août 2009 – Fiche n°51461 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

CLERGEAU Marie-Françoise, **Rapport d'information en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)**, Assemblée Nationale, 7 juillet 2009 – Fiche n°51484 sur les sites du réseau Uniopss-Uniopss

DREES, « **Les dépenses pour la garde des jeunes enfants** », *Etudes et résultats*, n°695, juin 2009 - Document disponible sur : www.sante.gouv.fr

PAPON Monique, MARTIN Pierre, **Accueil des jeunes enfants : pour un nouveau service public** Rapport d'information, Sénat, 22 octobre 2008 - Document disponible sur : www.senat.fr